



Un an après l'élection de 2019 :

Un an au service des Québécois

Québec – 21 octobre 2020 –Le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet ainsi que Julie Vignola ont salué le bilan de l'équipe parlementaire à l'occasion du premier anniversaire de l'élection fédérale de 2019.

« Le Bloc Québécois a livré aux Québécoises et aux Québécois ce que nous avons promis: un engagement sans équivoque pour les intérêts du Québec. Cette confiance des Québécois dans une nouvelle génération du Bloc était inespérée, et je crois que nous avons été dignes de cette confiance. Revenus en force à la Chambre des communes pour représenter la nation québécoise, nous avons mis de l'avant sa différence, ses valeurs, sa langue et son économie. Nous avons fait la promotion de nos régions entreprenantes, innovantes et riches de nos ressources et de notre énergie propre. C'est ce que nous avons fait avec rigueur et cohérence et c'est ce que nous continuons de faire avec notre plan de relance et notre réponse aux défis posés par la pandémie », a déclaré Yves-François Blanchet.

Du soutien durant la pandémie

Le Bloc Québécois s'est d'abord montré proactif et constructif avec le gouvernement dès le début de la crise afin d'assurer la sécurité de la population et améliorer le soutien financier offert. Le Bloc est notamment derrière le principe de la subvention salariale, de l'accès élargi au compte d'urgence pour les entreprises, de la création du programme d'aide au loyer commercial et de la nette amélioration de la PCU.

« En temps de crise, nous avons collaboré afin de faire des gains pour la population. Nous attendons toutefois avec impatience les détails de la réponse à notre demande de soutien aux entreprises pour leurs frais fixes. Les travailleurs et les PME doivent être adéquatement soutenus, puisque c'est à travers eux que l'économie reprendra. Nos entrepreneurs brûlent la chandelle par les deux bouts depuis des mois pour maintenir l'économie vivante. Ils méritent notre attention et notre aide », a affirmé Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou.

La santé, ultime priorité en crise sanitaire

En pleine crise de santé publique, le Bloc Québécois a fait de la hausse des transferts en santé son cheval de bataille, portant ainsi un rare consensus du Québec et des provinces canadiennes. « Si l'Alberta et le Québec sont d'accord sur un tel enjeu, ça doit être parce que c'est important! En effet, alors que les coupes dans les transferts ont aggravé la crise et que le besoin est de plus en plus criant, Ottawa s'entête à refuser toute forme de hausse. Ce n'est pas un enjeu théorique : la santé et souvent la vie des gens dépendent de la capacité des provinces à leur offrir des services de qualité. Le fédéral diminue les transferts annuels au lieu de les augmenter et ce, en toute conscience des impacts négatifs sur la santé des gens! », a expliqué Mme Vignola.

Pour les aînés et les personnes vulnérables

Depuis le début du présent mandat, le Bloc Québécois exige une augmentation de 110\$ par mois de la pension de vieillesse **pour tous les aînés dès 65 ans**. Il s'oppose à la proposition libérale de créer deux classes d'aînés en bonifiant le soutien des 75 ans et plus seulement. M. Blanchet poursuivra également la lutte pour que les personnes atteintes de maladies graves tel que le cancer, aient droit à 50 semaines de prestation spéciale d'assurance-maladie. « Le Bloc n'abandonnera pas les aînés à qui nous devons tant, ni les personnes qui se battent pour leur santé. C'est au cœur de notre engagement politique », a soutenu la députée de Beauport-Limoilou.



Environnement et transition énergétique.

« L'environnement n'est pas un enjeu optionnel et sans intérêt en temps de pandémie : il est la voie rapide pour sortir de la pandémie! La relance par les technologies et énergies propres est une occasion en or pour l'économie de Québec et de l'ensemble des régions québécoises. C'est à travers l'innovation et la transformation de nos richesses que nos entreprises pourront prospérer dans l'avenir », a soutenu Julie Vignola.

Le parti a déposé deux projets de loi majeurs afin que le Canada atteigne ses cibles de l'Accord de Paris, et qu'il respecte la souveraineté environnementale du Québec.

Avec nos agriculteurs

« Le Bloc Québécois a fait de la pleine indemnisation des producteurs sous gestion de l'offre une condition à son appui au gouvernement Trudeau. C'est révélateur de notre engagement envers nos agriculteurs », a insisté Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou. « Le parti a également tenté d'amener des solutions au manque criant de main-d'œuvre agricole amplifié par la mauvaise gestion libérale des frontières pendant la pandémie. Le Bloc s'est tenu aux côtés des agriculteurs pour exiger que le gouvernement fédéral prenne au moins en charge les quarantaines et qu'il assouplisse les critères du programme de travailleurs étrangers temporaires. Nous insistons et attendons... Ça peut sembler loin de Beauport-Limoilou, mais nous nous nourrissons grâce à nos agriculteurs! C'est une question d'autonomie alimentaire! ».

La défense des intérêts du Québec dans les accords commerciaux

« Les négociations ratées de l'ACEUM nous ont pratiquement coûté notre système de gestion de l'offre, en plus de plomber l'industrie du bois d'œuvre et de mettre en danger le secteur québécois de l'aluminium. Nous nous sommes battus bec et ongle et nous avons réussi à sauver cette dernière. La nonchalance du Canada face à la protection de la gestion de l'offre a cependant provoqué une brèche immense et nous commençons à peine à en voir les conséquences », a expliqué Julie Vignola. C'est pourquoi le Bloc a déposé un projet de loi pour protéger une fois pour toutes ce système.

Relations de nation à nation avec les Autochtones

« Ottawa instrumentalise la pandémie pour s'immiscer dans les juridictions du Québec. Du même souffle, il ne s'acquitte pas de ses propres responsabilités, notamment envers les Autochtones. Le fédéral n'est pas suffisamment actif pour transformer les relations colonialistes qu'il entretient sous la *Loi sur les Indiens*. Cette loi est ce qu'il y a de plus systémique dans le racisme que subissent les Autochtones, et le gouvernement refuse de poser des gestes concrets et immédiats pour la remplacer par des ententes librement consenties avec les Premières nations. Puis, il se permet de faire la leçon alors que plusieurs réserves n'ont même pas d'eau potable ou de logement adéquat dans un pays riche comme le Canada qui accumule les rapports plutôt que les gestes! Ottawa doit concrétiser ses relations de nation à nations avec les peuples autochtones plutôt que d'en faire un prétexte à conflits avec le peuple québécois », a fait valoir Mme Vignola.

« Il reste tant à faire pour notre culture, nos arts, notre langue, notre industrie touristique et notre économie. Néanmoins, nos 32 élus ont répondu présent pour le Québec. Ils ont été à l'écoute, constructifs et déterminés dans des circonstances éprouvantes. Nous avons fait des gains pour la population québécoise et nous respectons les engagements que nous avons pris il y a un an. C'est ce que nous ferons tant que le gouvernement Trudeau se maintiendra au pouvoir. L'enjeu ne sera ensuite pas de savoir qui parlera pour le Canada, mais bien qui parlera pour le Québec. Nos preuves auront été faites au terme de cette première année à Ottawa pour le Québec, juste pour le Québec », a conclu Julie Vignola.